

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n°2017-43274
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SEPUR à Thiverval-Grignon

Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 consolidé autorisant la société CR2T à poursuivre l'exploitation du centre de tri/transit de déchets d'activités économiques situé à Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le Rû Maldroit » ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 février 2011 actant les modifications des conditions d'exploitation des activités exercées dans l'établissement situé à Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le Rû Maldroit » et la fusion de la société SEPUR et de la société CR2T ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 août 2017, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 16 août 2017 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 16 août 2017 sur les suites données à l'incendie du 13 août 2017, l'inspection des installations classées a constaté que :

- le rapport de contrôle établi par la société SIE en date du 6 décembre 2016 ne mentionne pas d'anomalie sur le système de désenfumage qui n'a toutefois pas fonctionné lors de l'incendie ;
- le système de désenfumage ne dispose pas de commande manuelle d'ouverture, contrairement aux prescriptions de l'article 3.1 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006 ;
- l'accès aux commandes automatiques du système de désenfumage est encombré et donc difficile, contrairement aux prescriptions de l'article 3.1 mentionné ci-dessus ;
- le registre de contrôle des équipements du bassin de rétention fait apparaître que le résultat du contrôle de la vanne 2 est mauvais en juin et juillet 2017 ; cependant aucune action n'a été mise en place pour rétablir le bon fonctionnement de la vanne et donc la capacité du système d'isolement à retenir les eaux polluées en cas d'incendie conformément à l'article 11.3 du titre 4 de l'arrêté du 8 septembre 2006 sus visé ;

- la sécurisation des rejets des eaux usées du bassin de rétention a été réalisée par les pompiers au moyen d'un ballon obturateur lors de l'incendie du 13 août 2017 ;
- des défauts d'intégrité structurelle apparaissent sur le mur séparant l'atelier d'entretien de la zone de tri/stockage des déchets et ne permettent pas d'atteindre le degré coupe feu de 2 heures requis à l'article 3.2 du titre 8 de l'arrêté du 8 septembre 2006 ;
- Il est mentionné, sur le registre de contrôle du report d'alarme, pour les mois de juin et juillet 2017, un dysfonctionnement du système qui n'a pas fait l'objet de mesures correctives, ce qui a été vérifié lors de l'incendie du 13 août 2017 (défaut du report d'alarme sur les téléphones des personnes d'astreinte), contrairement aux prescriptions de l'article 5 du titre 8 de l'arrêté du 8 septembre 2006 ;
- l'exploitant déclare que la fermeture des vannes n'est pas asservie au système d'alarme incendie, contrairement aux prescriptions de l'article 5 - titre 8 - de l'arrêté du 8 septembre 2006 ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions de l'article 11.3 du titre 4 et des articles 3.1, 3.2 et 5 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 sus mentionné ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SEPUR de respecter les prescriptions de l'article 11.3 du titre 4 et des articles 3.1, 3.2 et 5 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 sus mentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société SEPUR exploitant une installation de tri/transit de déchets d'activités économiques à Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le Rû Maldroit » , est mise en demeure de respecter :

- dans le délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté :
 - les prescriptions de l'article 3.1 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006, en rétablissant les commandes automatiques du système de désenfumage et en désencombrant les accès à ces commandes ;
- dans le délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté :
 - les prescriptions de l'article 11.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006, en rétablissant le fonctionnement de la vanne d'isolement aval du bassin de rétention des eaux et en apportant les justificatifs attestant la réparation et le bon fonctionnement de cette vanne ;
 - les prescriptions de l'article 3.2 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006, en rétablissant l'intégrité structurelle du mur de séparation entre l'atelier d'entretien et la zone d'exploitation du centre de tri afin d'obtenir des caractéristiques coupe-feu de degré deux heures ;
 - les prescriptions de l'article 5 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006, en rétablissant le report d'alarme incendie vers les téléphones des personnes d'astreinte ;
- dans la délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 3.1 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006, en mettant en place un dispositif d'ouverture manuelle du système de désenfumage dans le bâtiment d'exploitation du centre de tri ;
- les dispositions de l'article 5 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2006, en mettant en place un asservissement de la vanne aval du bassin de rétention des eaux avec le système d'alarme incendie.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société SEPUR et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- maire de la commune de Thiverval-Grignon,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 20 SEP. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
le chef de l'unité départementale,

Henri KALTEMBACHER

